



« Qu'on n'impose plus de méga-barrages aux indigènes »



mardi, 17 août 2010 / **Julien Kostrèche** /

Rédacteur en chef web

Pour la première fois, un rapport montre l'impact désastreux sur les peuples autochtones des grands projets hydrauliques à travers le monde. Il est signé par Survival International. Les explications de Sophie Baillon, porte-parole de la branche française de l'ONG.

Terra eco : De quelle manière la multiplication des barrages, souvent présentée comme une solution verte pour fournir une électricité plus propre, affecte les peuples indigènes ?

Sophie Baillon : « Je tiens d'abord à préciser qu'on ne dénonce pas tous les projets de barrages mais les "méga-barrages" ou les installations hydroélectriques en série qui ont des impacts environnementaux et sociaux importants et affectent directement les populations autochtones. Pour construire ces barrages géants, on n'hésite pas à déplacer de force les populations locales, à spolier ou inonder leurs terres. Une fois en place, ils affectent aussi les crues naturelles, ce qui bouleverse la faune et la flore, en particulier le poisson dont dépendent les autochtones. Le plus désolant, c'est que malgré la multiplication des projets, c'est toujours le même scénario qui se répète, ces populations ne sont que rarement consultées. »

Les textes existent pourtant pour protéger ces populations...

« Oui. Depuis septembre 2007, il existe une déclaration des Nations unies sur le droit des peuples autochtones. Plus contraignante, la convention 169 de l'Organisation internationale du travail, adoptée en 1989 et aujourd'hui signée par 22 pays – dont le Brésil – reconnaît un ensemble de droits fondamentaux essentiels à la survie des peuples indigènes, notamment leur droit à la terre. A cela s'ajoute les textes des constitutions de chaque pays, qui garantissent bien souvent les droits des minorités. Mais force est de constater que tous ces textes ne sont pas respectés. Les droits des peuples indigènes continuent d'être régulièrement bafoués. »

Quelles sont, selon vous, les situations les plus alarmantes ?

« Difficile d'établir une hiérarchie... Je citerai le gros barrage Gibe III en cours de construction en Éthiopie et lancé dans le plus grand secret. Avec ses 240 mètres de haut, ce sera le plus grand d'Afrique. Il menace les peuples de la vallée de l'Omo (200 000 âmes, *ndlr*) et – c'est un comble – sa production électrique sera exportée vers le Kenya et le Soudan et ne profitera même pas aux populations locales ! Il y a aussi le projet du gouvernement du Mato Grosso qui prévoit pas moins de 77 barrages sur la rivière Juruena qui traverse le territoire des indiens d'Amazonie Enawene Nawe. Ce projet illustre bien le Brésil d'aujourd'hui et son "programme de croissance accélérée" lancé par le président Lula. Au Brésil toujours, citons le barrage de Jirau sur le rio Madeira, dont la construction a démarré en 2008 et qui doit se terminer en 2012. GDF-Suez est très impliqué dans ce projet. Bien qu'il menace le mode de vie des Indiens de la région, ceux-ci n'ont pratiquement pas été consultés, quoi qu'en pense Gérard Mestrallet (*pédégé de GDF-Suez, ndlr*), qui déclarait il y a peu à ses actionnaires faire toute confiance à Lula pour juger de ce qui est bon pour les Brésiliens et les Indiens. »

L'ampleur des projets et les enjeux économiques liés à ce barrages sont tels que le combat peut sembler perdu d'avance...

« Nous sommes réalistes. On n'empêchera pas la construction de nouveaux barrages qui accompagnent le développement économique de pays émergents et peuvent d'ailleurs avoir des impacts bénéfiques pour une partie de la population. Mais nous pouvons faire pression pour que ces projets soient réduits en taille et en nombre et, au moins, pour que les populations concernées soient consultées en amont. On ne peut pas transiger sur ce point. C'est aux peuples indigènes de choisir leur mode de développement. On ne peut pas leur imposer des barrages sous prétexte qu'on considère en haut lieu que c'est le progrès. »

Que peut faire le citoyen lambda pour aider ces peuples indigènes sous la menace des barrages ?

« Nous menons régulièrement des campagnes auxquelles peuvent se joindre tous les citoyens. Par exemple, contre le barrage de Gibe III en Ethiopie, nous avons mené une action avec d'autres ONG pour faire pression sur les investisseurs potentiels. Régulièrement, nous proposons aux citoyens d'envoyer des lettres aux gouvernements, aux multinationales ou à la Banque mondiale qui financent un grand nombre de projets en cours. Ça paraît peut-être bête ou simpliste, mais l'envoi de 100 ou 1 000 lettres par jour permet d'exercer une réelle pression. Notre action récente contre l'exploitation minière de l'entreprise Vedanta en Inde le prouve. Cette mine est située sur la montagne sacrée de la tribu des Dongria Kondh, dont le sort peut être comparé aux Na'vi du film *Avatar* de James Cameron. Pour défendre leur cause, nous avons réalisé une vidéo qui a été vue plus 500 000 fois sur notre site. Depuis, plusieurs investisseurs, dont l'église anglicane, se sont retirés de ce projet minier. »

- ▶ Le [rapport](#) de Survival International
 - ▶ La [déclaration](#) des Nations Unies sur le droit des peuples autochtones
 - ▶ La [convention 169](#) de l'Organisation internationale du Travail
 - ▶ Le [projet du barrage de Jirau](#), vu par Survival
 - ▶ La [vidéo](#) de Survival contre le projet minier de Vedanta
-